

GREVE

Jeudi 3 déc.2020 dès 15h
La mobilisation continue !

Port du masque obligatoire et distances à respecter

15h45 : Rassemblement au Parc des Chaumettes (HUG)

16h15 : Prises de parole

16h45 : Assemblée du personnel en plein air

& vote d'une résolution

17h00 : Applaudissements aux collègues et personnel soignant

Vote du budget 2021 : refusons le plan d'austérité qui impactera les salarié-e-s et la population genevoise

Le parlement vote ce 3 et 4 décembre, un budget 2021 sans annuité et sans les postes de terrain suffisants pour les services publics. Nos mobilisations du 15 et 29 octobre ainsi que celle du 18 novembre ont permis une première victoire : le retrait du projet de loi visant à amputer 1% du salaire de la fonction publique et du secteur subventionné.

Mais **la mobilisation doit continuer** car le plan financier quadriennal du Conseil d'Etat vise aussi à : bloquer les annuités 2021 et 2023 + suspension de l'indexation des salaires pendant 4 ans + hausse de la part employé-e des cotisations à la CPEG (mesure définitive). **C'est une perte de revenu de 5% à 8% qui menace plus de 48'000 personnes travaillant à Genève pour la collectivité.**

Le personnel et ses organisations manifestent pour : dénoncer la dégradation de ses salaires et de ses conditions de travail ; le retrait du PL 12780 ; le respect de ses droits ; davantage de moyens et de postes de terrain (surtout dans les secteurs de la santé et du social).

Public, privé solidarité !

Ce programme d'austérité de l'Etat impactera tout autant son personnel que l'économie locale, le secteur privé. La masse salariale que l'Etat veut diminuer, c'est près d'un milliard de revenus en moins que le personnel des services publics se verra prélevé sur 4 ans. Et donc autant de perdu pour l'économie locale.

L'Etat, en tant qu'employeur, donne le la. Les détériorations des conditions de travail des fonctionnaires impactera également les conditions de travail des salarié-e-s du privé. Si l'Etat se permet de baisser les salaires durant 4 ans, **il n'y a aucun doute que les entreprises privées feront de même.**

Cette crise sanitaire met en évidence un système inégal : la volonté libérale de faire porter le poids de la crise aux salarié-e-s, les pratiques patronales visant à profiter de la situation pour mettre en concurrence les salarié-e-s entre elles et eux, les manœuvres de la droite pour diminuer le rôle de l'Etat social et la fiscalité des entreprises ainsi que les politiques d'austérité qui s'ensuivent.

Ne nous trompons pas, ne nous divisons pas ! Cessons d'opposer les travailleuses et les travailleurs du public et du privé, soyons tous et toutes uni-e-s face au patronat !

Impôts : les riches et les entreprises contribuent de moins en moins

L'impôt sert à financer les prestations publiques pour l'ensemble de la population. Ce que paient les contribuables leur est redistribué sous forme d'écoles, d'hôpitaux, d'accueil et d'accompagnement social, d'EMS, de transports, d'infrastructures, de culture, de tribunaux, etc.

Or, le cumul de toutes les coupes fiscales des 22 dernières années, enlève actuellement 1.3 milliard de recettes par an, soit largement de quoi couvrir les coûts de la Covid, du chômage et de la crise économique réunis. La dette du canton aurait été remboursée depuis longtemps. Mais plutôt que de revenir sur les baisses d'impôts qu'elle s'est elle-même octroyée, la droite patronale impose des politiques d'austérité. A coup de coupes dans les budgets des collectivités publiques :

- les **conditions de travail du personnel** des services publics et parapublics se dégradent inexorablement.
- la **qualité des prestations délivrées à la population** en pâtit immédiatement
- les **prestations sociales**, donc le revenu des travailleurs-euses et des personnes les plus précaires, sont directement attaqués

Aperçu des coupes fiscales à Genève depuis 1998

1999	Initiative libérale -12%	- 500 mios par an
2009	Baisse fiscale dite « pour les familles » (aisées)	- 500 mios par an
2020	RFFA (baisse massive pour grosses entreprises)	- 196 mios pour 2021
1998-2020	Une 15aine de baisses sur différentes lois fiscales (droit des pauvres, frais de garde, RIE I et II)	- 260 mios par an
	Total des pertes	-1'450 mios par an

La fortune nette déclarée à Genève se monte à 135 milliards. La répartition de cette fortune fait de **Genève le canton le plus inégalitaire de Suisse.**

Aperçu des richesses à Genève (valeur 2017)

	Personnes physiques	Entreprises	Total
Revenus / bénéfiques	19 milliards	42 milliards	61 milliards
Fortune / capital net	135 milliards	200 milliards	335 milliards

(Source : Confédération)

On vous fait payer les réformes fiscales au profit des riches et des grandes entreprises !
La crise sanitaire de la Covid sert d'excuse pour faire passer un **programme néolibéral !**

Solidarité ? Oui, pour une redistribution des richesses !

Les inégalités économiques croissantes ne sont pas tolérables ! Le SIT tout comme le Cartel intersyndical demande le lancement d'une initiative visant à créer un impôt exceptionnel de solidarité pour répondre au déficit créé par la crise sanitaire.

- **Taxons les entreprises qui ont gagné beaucoup d'argent durant la crise Covid !**
- **Taxons les très grandes fortunes, les milliardaires qui habitent en Suisse !**
- **Plutôt que de couper dans les salaires, augmentons les recettes de l'Etat.**

Ensemble, sur les lieux de travail et dans la rue, mobilisons-nous contre ce programme d'austérité et pour exiger :

- **Le retrait** des mesures envisagées par le Conseil d'État : les projets de loi 12780 (blocage des annuités) ainsi que le PFQ comprenant la non-indexation des salaires et une hausse de la part employé-e des cotisations à la CPEG.
- **Le maintien absolu des postes pour le personnel des services publics** prévus au budget et des effectifs supplémentaires en particuliers dans les domaines saturés.
- **Un impôt de solidarité**

Pour la suite du mouvement, le CARTEL se prononcera par une assemblée de ses délégué-e-s le 30 novembre et une assemblée générale aura lieu le 3 décembre.